Nous serions très reconnaissants aux Sociétés de la Croix-Rouge qui seraient dans l'impossibilité de faire des envois de lait condensé ou pulvérisé, en nature, de bien vouloir adresser leurs dons en argent directement à l'Agence internationale de la Croix-Rouge à Belgrade, laquelle prendra immédiatement les mesures les plus efficaces pour procurer aux blessés et aux malades le soulagement désiré.

En vue d'accélérer des secours, dont la promptitude est la condition même d'efficacité, nous vous demandons de vouloir bien répondre aussi rapidement que possible à notre appel si vous êtes en mesure de le faire. Et vous en remerciant vivement à l'avance, nous vous présentons, Messieurs, l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

POUR LE COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE :

Le Président :

Gustave ADOR.

Les Vice-Présidents :

Ed. ODIER.

Camille FAVRE.

Le Secrétaire :

Ad. D'ESPINE.

Considérations pratiques sur l'organisation des secours en temps de guerre

Communication du Comité central américain

(Cent quarante-huitième circulaire aux Comités Centraux)

Genève, 18 février 1913.

MESSIEURS,

Un des principaux points destinés à attirer l'attention des Sociétés de la Croix-Rouge dans l'avenir paraît être l'organisation pratique des secours aux belligérants. Durant la guerre actuelle, on peut dire que la bonne volonté

soit des Sociétés elles-mêmes, soit du grand public a dépassé l'attente générale.

Pour répondre à cette bonne volonté, il est indispensable que l'on donne à ce public si bien disposé toutes les garanties que ses prestations seront employées de la façon la plus judicieuse et par des personnes officiellement qualifiées, au point de vue Croix-Rouge.

Il nous revient que tel ne serait pas toujours le cas et que parfois le contrôle des personnalités revêtues des insignes de la Croix-Rouge n'est pas aussi sévère, qu'il serait à désirer. Nous nous bornons, pour le moment, à signaler ce point qui sera sans doute discuté utilement dans nos futures conférences périodiques. En pareil cas la bonne volonté ne suffit pas pour agir, il faut encore un mandat officiel positif émanant d'une Société de la Croix-Rouge, et il est important aussi que ce mandat soit restreint aux personnalités vraiment nécessaires.

Dans un ordre d'idée analogue, quoiqu'un peu différent, nous reproduisons ci-dessous, à la demande du Comité central de la Croix-Rouge américaine, une lettre que cette Société veut bien nous adresser. Ce document vise plutôt les rapports des Sociétés de la Croix-Rouge entre elles.

De même que l'on doit à notre œuvre et au public un sévère contrôle de nos insignes, on doit aussi à ce dernier de lui faciliter sa tâche bienfaisante en lui en simplifiant l'accomplissement. Moins il y aura dans chaque pays d'organes de secours et plus le public aura de confiance, et plus aussi la répartition sera judicieuse. Nous ne voudrions pas décourager les initiatives privées provenant du public lui-même, malgré les inconvénients qui pourront ici et là se présenter ; mais lorsqu'il s'agit d'initiatives émanant de Sociétés de la Croix-Rouge étrangères, il sera indiqué pour elles, de s'en remettre à la Société de la Croix Rouge nationale organisée dans le pays, et de lui adresser directement leurs requêtes pour les belligérants, ainsi que le demande le Comité américain. Non seulement dans chaque pays la Société qui est l'organe officiel doit inspirer la plus entière confiance à ses sœurs étrangères, mais, comme elle possède

la confiance du pays lui-même, elle est ainsi en mesure d'assurer, mieux que toute autre organisation, le succès des démarches faites sur son territoire.

Il nous a paru opportun de vous soumettre ces considérations générales pendant que les faits de guerre conservent encore leur actualité.

Dans l'espoir qu'elles pourront vous intéresser, nous vous prions, Monsieur le Président et Messieurs, d'agréer l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

POUR LE COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE :

Le Président :

Gustave ADOR.

Washington, le 2 janvier 1913.

Au Comité international de la Croix-Rouge, à Genève.

MESSIEURS,

Le Comité central de la Croix-Rouge américaine désire attirer l'attention du Comité international sur une situation embarrassante.

Avant l'ouverture des hostilités dans les Balkans, la Croix-Rouge grecque a réclamé, par l'entremise de la femme du Ministre des Affaires étrangères à Athènes, l'aide de la Croix-Rouge américaine. Immédiatement après cet appel, nous avons reçu de notre ambassadeur à Constantinople une demande de fonds pour venir en aide au Croissant-Rouge turc.

En sa qualité de président de la Croix-Rouge américaine, Monsieur le Président Taft a, sans tarder, sollicité des souscriptions en faveur de ces deux nations. Dans la suite, les Sociétés du Monténégro, de Serbie et de Bulgarie ont demandé l'aide de la Croix-Rouge américaine. De plus, nous avons reçu du Comité international de Genève, une lettre-circulaire demandant qu'assistance soit prêtée à toutes les Sociétés des Etats belligérants, lettre envoyée à la demande des Sociétés de ces Etats ¹. Un second appel fut alors fait par M. le Président Taft et par le Département international de Secours de la Croix-Rouge américaine.

Nous nous trouvons dans une situation particulière aux Etats-Unis, à cause du grand nombre d'étrangers qui y résident, situation probablement inconnue aux autres pays. Il s'est malheureusement formé chez nous des comités représentant quelques-unes des Sociétés

¹ Voy. notre 142^{me} circulaire, p. 6.

des Etats belligérants pour réclamer l'aide des Américains en faveur de leurs Sociétés respectives. Certains de ces comités ont reçu la sanction officielle de la Société de leur pays ou des représentants de leur gouvernement, alors que d'autres semblent s'être créés eux-mêmes. La Croix-Rouge américaine a reçu des chambres de commerce, des journaux et de particuliers de tous les points du pays des demandes de renseignements sur l'intégrité, la responsabilité, etc., de ces comités. La Croix-Rouge américaine, qui n'avait pas pris part à leur formation, ne pouvait ni les recommander ni s'en porter garante, sans toutefois contester en aucune façon leurs intentions ou leur intégrité. Le Conseil d'administration de la Croix-Rouge américaine a senti non seulement que cette situation pouvait donner lieu à de graves abus quant à l'emploi irrégulier et non contrôlé de l'insigne et du nom, mais aussi que l'existence de tels abus pouvait porter un grave préjudice à la haute confiance publique dont jouit notre institution nationale. La formation dans ce pays de comités des Sociétés étrangères de la Croix-Rouge en vue de réclamer l'aide du peuple américain dénote un certain manque d'égards envers la Croix-Rouge américaine. Si, par exemple, en cas de besoin, la Croix-Rouge américaine réclamait l'aide d'une Société sœur, le fait d'organiser sur le territoire de cette Société un comité destiné à recueillir les souscriptions dans le pays même dont la Croix-Rouge a répondu à notre demande, constituerait de notre part un acte peu courtois.

En outre, l'emploi de l'insigne et du nom de la Croix-Rouge aux Etats-Unis et dans ses territoires est illégal, sauf pour les fonctionnaires de la Croix-Rouge, ceux des services de santé de l'armée et de la marine, et pour les marques de fabrique enregistrées avant une date spécifiée, comme le stipule l'extrait ci-dessous de l'acte officiel d'incorporation de la Croix-Rouge américaine ¹.

« Il est interdit à toute personne, corporation ou association autre que la Croix-Rouge nationale américaine ou ses employés et agents dûment autorisés, ou que les autorités sanitaires de l'armée, de la marine ou des hôpitaux des Etats-Unis, d'employer sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou de leurs possessions extérieures, dans un but commercial ou comme réclame destinée à favoriser la vente d'une marchandise quelconque, ou pour quelque entreprise ou dans quel but charitable que ce soit, l'emblème de la Croix-Rouge de forme grecque sur fond blanc, ou tout autre signe ou insigne fait ou colorié dans le but d'imiter le dit emblème, ou les mots « Croix-Rouge » ou « Croix de Genève » ou toute combinaison de ces mots. Toutefois aucune personne, corporation ou association ou ses mandataires qui auraient employé d'une manière effective et dans

¹ Voy. T. XLII, p. 147.

un but licite, ledit emblème, signe ou insigne, ou lesdits mots, antérieurement au 5 janvier 1905, ne pourront être empêchés par la présente loi de continuer à en faire usage pour le même genre de produits. »

Cette loi organique prévoit en outre que :

« L'Association présentement créée est la Société désignée et autorisée à agir en matière de secours à rendre et d'assistance volontaire à fournir aux malades et blessés en temps de guerre selon l'esprit et les stipulations de la Conférence de Genève d'octobre 1863, ainsi que la Convention de Genève du 22 août 1864, auquel les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré le 1^{er} mars 1882. »

La Croix-Rouge américaine est placée sous le contrôle du gouvernement, et les comptes sont vérifiés par le Ministre de la guerre. Quant à l'action inofficielle des ces comités des Croix-Rouges étrangères, qui ont employé le nom et l'insigne dans le but de recueillir des fonds, la Croix-Rouge américaine et le Ministère de la justice ont naturellement hésité à intervenir.

La Croix-Rouge américaine a fait un appel et a offert ses services impartialement à tous les Etats belligérants ; mais tout souscripteur avait la faculté d'indiquer celui des Etats belligérants auquel son don était destiné, et ces indications ont été strictement respectées. C'est seulement par l'intermédiaire de l'institution officielle américaine, qui seule peut être rendue responsable de ses actes, que l'on conservera la confiance du public et que l'on préviendra les abus.

Aux termes d'un traité international, notre gouvernement a promis de protéger le nom et l'insigne de la Croix-Rouge et de limiter son emploi comme l'exige cet accord international. Si donc, sur notre propre territoire, des sociétés étrangères peuvent employer le nom et l'insigne de la Croix-Rouge à n'importe quel moment, sans l'assentiment du gouvernement, ou sans le contrôle et la surveillance des fonctionnaires de la Croix-Rouge américaine, la loi perd sa force et le traité, sur ce point important, ne peut être respecté.

De plus, ces comités étrangers de la Croix-Rouge et ces personnes ayant recueilli et transmis plusieurs milliers de dollars sans soumettre de rapports financiers officiels, il est impossible de se rendre compte des sommes versées par les habitants de ce pays comme secours dans la guerre des Balkans. La loi exige que la Croix-Rouge américaine présente annuellement, au Congrès, un rapport financier, mais il n'existe aucun registre public établissant les sommes reçues et transmises par ces comités.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

George-W. DAVIS,
*Président du Comité central
de la Croix-Rouge américaine.*